

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Facteur 128

Raymond Klein

REGARDS

L'idée d'une alternative à la croissance fait son chemin. Malgré les difficultés d'arbitrage entre économie, social et écologie, les choses évoluent dans les têtes et sur le terrain.

« Quand on parle de développement durable, il faut aussi expliquer aux gens que c'en est fini du toujours plus. » Dans son discours d'introduction à l'atelier sur le « PIB du bien-être » du 29 novembre, le ministre de l'économie a choisi le registre du franc-parler. « Si on veut développer les énergies renouvelables, il faudra aussi construire de nouvelles lignes de haute tension, des centrales de pompage-turbinage comme à Vianden. Or, les gens n'y sont pas préparés... » Jeannot Krecké revient sur la mise en garde qu'il avait formulée en 95, sur la « connerie » du « Renddëscht », et se plaint du manque d'éducation des électeurs qui pousserait les politiciens à prendre des décisions lâches afin d'être réélus.

Si la verveur de l'autocritique peut surprendre, les lamentations du ministre concernant les obstacles aux alternatives politiques - difficultés techniques et coûts, rejet par l'opinion publique - ne sont pas nouvelles. Les séminaires et colloques sur le développement durable se suivent et se ressemblent... sans que rien ne change, pourrait-on conclure. Pourtant, au fil des ans, on constate que la manière de discuter, les convictions affichées par les participants, la prise en compte de l'urgence écologique évoluent lentement mais sûrement.

Toujours plus... de bien-être

Ce qui a aussi changé, c'est l'accueil fait à la critique de la croissance. Ainsi, l'idée de flanquer les indicateurs économiques traditionnels d'un « PIB du bien-être » remonte à une tradition dénonçant la course à

la croissance comme étant contre-productive. D'après ces analyses, dans les pays industrialisés, les gens auraient plus d'argent, plus d'objets, mais cela servirait surtout à compenser les méfaits de la croissance et non à accroître leur bien-être. Les indicateurs économiques alternatifs qui, à l'origine, étaient des instruments de remise en question du mainstream économique, sont devenus des outils pour permettre d'imaginer une transition vers une économie plus durable (voir woxx 1059).

Parlant prudemment de post-croissance plutôt que de décroissance, Raymond Weber, président du Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) n'a pas pour autant hésité à évoquer le scénario de l'économiste Jean Gadrey : « ...le niveau de vie matériel diminuera sans doute, mais cela sera compensé par de meilleurs services, une meilleure alimentation, plus de temps libre, des liens plus durables, plus de lien social, etc. » Il y a quelques années, suggérer de telles perspectives dans ce type d'assemblée lui aurait attiré les foudres des syndicalistes aussi bien que des économistes.

Or, dans la salle se trouvait l'un des économistes luxembourgeois les plus en vue, Serge Allegrezza, président du Conseil économique et social (CES), qui co-organisait l'atelier avec le CSDD. Dans sa fonction de directeur de l'Observatoire de la compétitivité, Allegrezza avait qualifié la veille d'« extrêmement important » le projet d'un PIB du bien-être. Néanmoins, le travail de l'Observatoire se concentre pour le moment sur l'étude de 20 benchmarks internationaux et de 79 indicateurs statistiques afin de mesurer la compétitivité du grand-duché. Accessoirement, ses économistes étudient en profondeur la compétitivité en termes de coûts ainsi que les effets de l'indexation des salaires. Comme l'Observatoire semble étayer le discours patronal sur les salaires élevés



COMPÉTITIVITÉ

L'inventivité des ingénieurs du 18e siècle a contribué à la révolution industrielle. Face à la crise écologique, il faudra inventer de nouvelles machines et de nouveaux modes de vie.



FLETCHER SCULP / WIKIMEDIA

et le caractère ruineux de l'index, il n'est pas difficile de comprendre la méfiance des syndicats à son égard.

Cette méfiance s'étend au PIB du bien-être et au discours sur la modération de la consommation qui s'y rattache. D'une part, les syndicats sont soumis aux pressions de leurs membres de continuer à défendre les « acquis », ce qui a toujours été leur rôle. De l'autre, l'ambiance de sortie de crise n'incite pas aux compromis : contrairement à ce qu'affirme Jeannot Krecké, ce n'en est pas fini du toujours plus, du moins pas du côté des dividendes et des profits. Et tant que les économistes institutionnels expliquent que des taux de croissance de plus de quatre pour cent seraient nécessaires pour réduire le chômage et maintenir les prestations sociales, les salarié-e-s auront raison de soulever la question du partage des fruits de cette croissance.

L'engouement d'une partie du patronat pour les discours « verts » s'explique aussi par le côté « renoncement », qui rime avec modération salariale. Le développement durable authentique risque d'en pâtir : si le discours sur « la fin du toujours plus » est instrumentalisé par les acteurs économiques, il finira par être perçu comme contraire au progrès social. Une telle division entre les progressistes environnementaux et les progressistes sociaux serait fatale pour leurs intérêts... et bloquerait tout développement durable au Luxembourg.

Renoncer, pour quoi faire ?

Ce qu'on peut espérer du PIB du bien-être, c'est qu'il donnera un contenu concret aux discours sur la post-croissance ou la croissance qualitative. En effet, les appels passés aux renoncements - fussent-ils désintéressés - ont souffert du fait qu'ils n'étaient pas accompagnés de visions alternatives. Ainsi, la décision

du « Rentendösch » de distribuer une partie des recettes supplémentaires, critiquée par le ministre de l'économie, a aussi été prise par défaut : les principales alternatives auraient été de gonfler les réserves ou de réduire les cotisations... et ce n'est pas Jeannot Krecké qui aurait proposé d'investir la cagnotte dans le développement des écotecnologies ou dans les infrastructures de la Grande Région.

Pour le moment, l'attitude des représentants institutionnels comme Krecké et Allegrezza à l'égard de la croissance et de la durabilité n'est pas très cohérente : d'une part, ils opposent aux revendications syndicales leurs doutes sur la pérennité du « toujours plus », de l'autre, ils continuent à cultiver le « business as usual » à travers des discours sur la compétitivité et la relance. Il est vrai qu'admettre qu'une poursuite de la croissance au sens traditionnel conduit dans une impasse et aurait pour conséquence la disparition de tous les repères de l'économie mainstream, et en particulier la notion de compétitivité - une aventure à laquelle seuls se livrent des « explorateurs » tels que Jean Gadrey.

En attendant la cartographie des nouveaux continents, les réunions de sédentaires - économistes, syndicalistes, écologistes - telles que l'atelier sur le PIB du bien-être ne servent-elles à rien ? Mais si, a affirmé Philippe Durance, économiste et prospectiviste français : « L'exercice de prospective a un côté magique. » Selon lui, discuter autour d'une table non pas du présent, mais d'un avenir quelque peu éloigné permet de libérer le débat des contraintes des conflits d'intérêts. A la question de savoir comment convaincre la population que des changements étaient nécessaires, Durance était également optimiste : « La société change sans nous, les experts. » Et le professeur en costume-cravate de raconter son récent séjour à Totnes en Angleterre,

une « transition town » où une partie de la population expérimente des modes de vie durables. « J'ai logé chez l'habitant. Le matin, il faisait 16 degrés dans la chambre et j'ai dû prendre ma douche à l'eau froide. » Cette « société de frugalité » serait le résultat de la prise de conscience que les ressources pétrolières allaient disparaître. « Le jour où il faut changer, la société change. »

Faut-il espérer qu'au Luxembourg aussi, la société prenne le pas sur les institutions ? La dernière mouture du nouveau Plan national de développement durable, présentée par Claude Origer du département de l'environnement, y incite. Mis à part la partie état des lieux, unanimement saluée pour son ton critique, ce document n'est qu'un pot-pourri de mesures isolées et sans valeur légale (woxx 1053). Il est intéressant de relever qu'Origer a comparé les émissions de CO₂ du Luxembourg à la valeur théo-

rique par tête d'habitant de la planète terre - une approche qui n'est guère compatible avec le recours à l'achat de droits de polluer. Le gouvernement devra aussi trancher sur la question de l'écofiscalité et choisir entre le « facteur 4 » et le « facteur 10 ». Ces deux chiffres désignent le gain d'efficacité nécessaire pour produire deux fois plus avec deux ou cinq fois moins de ressources.

La nature timorée de cette approche est devenue évidente lorsque Mike Mathias, membre du CSDD, a cité un autre chiffre : A l'horizon 2050, si on répartit équitablement prospérité et émissions de carbone, on aura droit à six grammes de CO₂ par dollar produit, au lieu de 768 aujourd'hui. Il ne suffira donc pas d'un facteur 10, il faudra bien un facteur 128.